

La Wallonie va rogner sur ses subventions

Le brouillard se dissipe lentement sur le budget 2018 de la Région wallonne. Si les ministres ont programmé le début de leur conclave ce jeudi avec un atterrissage dimanche, certaines pistes d'économies sont avancées.

D'après nos informations, le gouvernement s'intéresse surtout à la trésorerie amassée au fil des ans par l'ensemble de ces organismes publics wallons. A la grosse louche, on peut évaluer leur trésor de guerre à près de 2 milliards d'euros. Pareil montant ne peut que susciter les ap-

pétits d'un gouvernement à la recherche d'argent pour financer ses promesses fiscales comme la fin de la télé-redevance, dont le coût se monte à 102 millions d'euros par an.

Outre une possible ponction dans les réserves de certains organismes, le gouvernement devrait leur imposer une nouvelle cure d'amaigrissement après celle dictée par la précédente majorité PS-cdH ces trois dernières années. Il est question de diminuer de 5% leurs subventions en 2018. La baisse sera ensuite ramenée à 3% de plus en

2019 et 2% en 2020. Soit un total de 10% après un effort de 10% ces trois dernières années. Certains y voient ainsi une façon de les contraindre à puiser dans leurs réserves.

On parle aussi de fusions pour certains organismes et d'une baisse du nombre d'administrateurs.

Les organismes publics wallons vont voir leurs subventions baisser de 5% en 2018.

Le trésor de guerre des organismes publics dans le viseur du gouvernement wallon

Outre une réduction des subventions de 5% en 2018 et de 3% en 2019, le gouvernement wallon pourrait puiser une partie des réserves financières des organismes publics pour boucler son budget.

FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

Le brouillard se dissipe lentement sur le budget 2018 de la Région wallonne. Si les ministres ont programmé le début de leur conclave ce jeudi avec un atterrissage dimanche, de nombreux groupes de travail s'attellent depuis plusieurs jours à tenter d'y voir clair dans la comptabilité héritée des socialistes. «Une véritable pagaille», n'hésite pas à lâcher un expert. «Le travail de nettoyage des documents est terrible. Les montants demandés par les cabinets varient d'heure en heure», précise un autre. Mercredi matin, certains évoquaient un effort global de 1,5 milliard d'euros. Un montant qui n'était plus que de 1 milliard en fin de journée. «On devrait tourner autour des 250-300 millions à trouver pour boucler notre budget 2018», espère un autre. Le montant reste cependant à prendre avec des pincettes.

Réduction des subventions de 5% dans les organismes

Cet important travail de nettoyage n'a cependant pas empêché les experts budgétaires des cabinets MR et cdH d'avancer certaines pistes d'économies. En voici une qui

fait l'unanimité politique au sein du gouvernement. La principale clé du budget semble résider au sein des organismes publics wallons, également appelés les unités d'administration publique. On en compte près de 160 dans la galaxie publique wallonne. La plus connue est le Forem mais ce terme englobe des organismes comme l'IFAPME ou le Crac.

Le gouvernement s'intéresse surtout à la trésorerie amassée au fil des ans par l'ensemble de ces organismes publics. A la grosse louche, on peut évaluer leur trésor de guerre à près de 2 milliards d'euros. Pareil montant ne peut que susciter les appétits d'un gouvernement à la recherche d'argent pour financer ses promesses fiscales comme la fin de la télé redevance dont le coût se monte à 102 millions d'euros par an.

Outre une possible ponction dans les réserves de certains organismes, le gouvernement devrait leur imposer une nouvelle cure d'amaigrissement après celle dictée par la précédente majorité PS-cdH ces trois dernières années. Il est question de diminuer de 5% leurs subventions en 2018. La baisse sera ensuite ramenée à 3% de plus en 2019 et 2% en 2020. Soit un total de 10% après un effort de 10% ces trois dernières années. Certains y voient ainsi une façon de les contraindre à puiser dans leurs réserves.

Mais la mise à la diète des organismes publics ne devrait pas s'arrêter là. On parle de fusions, baisse du nombre d'administrateurs et de commissaires au gouvernement. Bref, un régime au pain sec!

2 milliards €

La Wallonie compte près de 160 organismes publics. Au fil des ans et des subventions versées par le gouvernement, ces organismes ont amassé des réserves estimées à 2 milliards d'euros.